

Reporters sans frontières

100 PHOTOS DE
DAVID BURNETT
POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Pour son prochain album, Reporters sans frontières s'associe au photographe américain David Burnett, rattaché à l'agence Contact Press Images, et publie "100 photos de David Burnett pour la liberté de la presse".

Photographe résolument moderne et tourné vers l'avenir, David Burnett parcourt le monde depuis maintenant plus de quarante ans. Il a traversé plus de quatre-vingts pays pour produire les reportages les plus divers et saisir les personnalités les plus variées — de Jean-Paul II à Kofi Annan, de Mikhaïl Gorbatchev à François Mitterrand et de Bill Gates à Fidel Castro.

L'album sera mis en vente jeudi 9 décembre au prix de 9,90 €. Achetez-le et contribuez ainsi à l'indépendance financière et à la capacité d'action de Reporters sans frontières.

S O M M A I R E

■ AU FIL DES JOURS	2 à 4
<ul style="list-style-type: none"> ● La liberté sur Internet menacée en France. ● L'affaire Gongadze officiellement close. ● Le classement 2010. ● La stèle 2009 inaugurée à Bayeux. ● Une tortue en souvenir d'Anna. 	
■ ANNIVERSAIRE	5
<ul style="list-style-type: none"> ● Emotion, souvenir, amitié... et musique à l'Hôtel de ville à Paris. 	
■ NATIONS UNES	6
<ul style="list-style-type: none"> ● Une décennie aux droits de l'homme : bilan et regard vers l'avenir. 	
■ ENQUÊTE	7
<ul style="list-style-type: none"> ● Journalistes et blogueurs, main dans la main en Chine. 	
■ CUBA	8
<ul style="list-style-type: none"> ● Une sortie de prison ne signifie pas toujours liberté. 	

Le courrier

NUMÉRO 26
SEPTEMBRE
OCTOBRE
NOVEMBRE 2010
PRIX : 1,50 €

de Reporters sans frontières

Reporters sans frontières a publié le 20 octobre son neuvième classement de la liberté de la presse dans le monde. La France y figure en 44^e position, perdant une place par rapport à 2009. Pas de nouvelle dégradation donc, mais cette stagnation ne donne aucune raison de pavoiser. Depuis le premier classement réalisé en 2002, la France, alors au onzième rang, a perdu 33 places et la chute s'est accélérée ces dernières années. Notre pays est désormais devancé par des États comme la Namibie et le Mali, pauvres mais qui ont heureusement progressé vers la démocratie.

Nous pouvions cependant entretenir des espoirs d'amélioration après une année 2009 où l'on avait enregistré, entre autres dérives, le vote de la loi retirant au CSA le pouvoir de nomination des PDGs des chaînes publiques. 2010 a commencé par une bonne nouvelle, la promulgation, le 4 janvier, d'une loi réclamée depuis fort longtemps pour protéger le secret des sources des journalistes. La protection ainsi accordée n'est pas aussi absolue que souhaitée, mais elle est réelle et les nouvelles dispositions constituent une avancée notable dont on ne peut que se féliciter. De même, on peut se réjouir de constater que les états généraux de la presse ne se soient pas conclus, comme on le craignait, par un déblocage des seuils de concentrations — déjà bien trop élevés — mais aient même engendré quelques mesures positives, telles que la reconnaissance du statut d'éditeur aux sites de presse en ligne, disposition dont vient de bénéficier Reporters sans frontières.

Si la France ne recule pas davantage dans son classement mondial de la liberté de la presse, elle le doit à ces avancées. Car, pour le reste, le climat reste détestable en raison, d'abord, du comportement du président de la République et de ses proches qui ne cachent pas leur aversion pour les journalistes dès lors qu'ils font leur métier, qu'ils s'efforcent d'établir la vérité et dénoncent mensonges, scandales et compromissions. L'Élysée s'est ainsi distingué, dès le début de l'année, par des propos scandaleux à l'encontre de nos deux confrères enlevés en Afghanistan, présentés comme des irresponsables qui ont pris des risques inconsidérés et qui reviennent cher aux contri-

buables ! On peut noter, dans la même veine, les appréciations de Xavier Bertrand et de Nadine Morano accusant Médiapart, à l'origine, entre autres, de révélations embarrassantes sur l'affaire Woerth-Bettencourt, d'utiliser des méthodes "fascistes" et de se nourrir de "ragots".

Au-delà des paroles, il y a les actes. Il y va ainsi de la mise en examen, en juin, deux ans après les faits, d'Augustin Scalbert, journaliste de Rue 89, accusé de "recel" d'un vidéogramme diffusé sur Internet "qu'il savait, selon l'accusation, provenir d'un vol commis au pré-judice de France 3" et qui montrait le chef de l'État irrité par le refus d'un technicien de la chaîne de lui rendre son salut. Plus grave peut-être encore : les procédés utilisés par la police et le contre-espionnage pour découvrir

le nom d'un informateur du Monde ont incité le quotidien à déposer une plainte contre X pour "violation du secret des sources". Enfin, la volonté de contrôler l'Internet pour protéger le droit d'auteur ou lutter contre la pédopornographie ont conduit le législateur à adopter (Hadopi 2) ou à proposer (Loppsi 2) des

dispositions violant le droit pour les citoyens d'accéder librement à l'information ou menaçant le secret des sources.

Confrontés à la hargne du chef de l'État et aux attaques, voire aux injures de nombreux responsables politiques — dont certains de l'opposition — nombre de journaux, stimulés par le dynamisme des sites Internet d'information, font cependant preuve d'une pugnacité nouvelle et réconfortante et creusent les dossiers les plus encombrants pour le pouvoir. C'est là, au moins, un motif de satisfaction.

Daniel JUNQUA

É D I T O

La France toujours mal classée

À l'heure où nous bouclons cette édition

Stéphane Taponier et Hervé Ghesquière

sont toujours détenus en Afghanistan avec leurs accompagnateurs.

POURSUIVONS NOTRE MOBILISATION POUR LEUR LIBÉRATION

■ **ELECTION** - Le conseil international s'est réuni le 24 septembre à Paris et a procédé au renouvellement du bureau de Reporters sans frontières International. Gérald Sapey (Suisse) a été réélu à la présidence et Michel Schweri (Suisse) au poste de trésorier. Les deux vice-présidents sont Michael Rediske (Allemagne), reconduit dans cette fonction et Daniel Junqua (France), élu en remplacement de François Bugingo qui ne se représentait pas et quitte par ailleurs la présidence de la section canadienne.

■ **MOUVEMENT DU PERSONNEL** - Perrine Daubas a rejoint Reporters sans frontières en août en tant que directrice internationale du mécénat.



RSF/FDR

Elle a pour mission de contribuer à diversifier les sources de financements de l'association en nouant de nouveaux partenariats financiers avec les entreprises et en développant la collecte auprès des particuliers et des grands donateurs, en France et à l'étranger. Juriste de formation, Perrine a travaillé précédemment pendant quatre ans sur les questions de financement pour un collectif rassemblant les grandes ONG françaises. Elle est également coauteur, chez Dalloz, d'un ouvrage sur le mécénat et la philanthropie.

- Grégoire Pouget, 33 ans, auparavant à la tête d'une société de webdesign, a succédé en juillet, à Véronique Vincent, au poste de webmaster.

- Agnès Konrat, 31 ans, qui revient d'une mission humanitaire d'un an en Afrique, remplace Anne-Sophie Le Goff, responsable des éditions, partie en congé maternité

■ **INTERNET** - La Commission paritaire des publications et agences de presse a reconnu, le 7 octobre 2010, la qualité de service de presse en ligne au site Internet de Reporters sans frontières et lui a attribué un numéro pour cinq ans.

■ **APPLICATION IPHONE** - A partir du 9 décembre 2010, les enquêtes, rapports et communiqués de l'association et le baromètre de la liberté de la presse seront accessibles sur iPhone.

■ **ASSISES** - La quatrième édition des Assises Internationales du Journalisme et de l'Information se tiendra les 16, 17 et 18 novembre prochains à Strasbourg. Reporters sans frontières, représentée notamment par Dominique Gerbaud, Jacqueline Papet et Reza Moini, y animera une rencontre sur la situation faite aux blogueurs iraniens et le contrôle de l'Internet dans ce pays.

■ **FIGRA** - La 18^e édition du Figra se déroulera du 23 au 27 mars 2011 au Touquet Paris-Plage.

La liberté sur Internet menacée en France

Un projet de loi en cours d'adoption en France pourrait faire de la liberté de parole sur Internet une victime collatérale du débat sécuritaire.

Reporters sans frontières s'inquiète des conséquences négatives de la Loppsi 2 (Loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure) sur la liberté d'expression. À ce jour et en l'état, le projet risque de dégrader l'environnement de travail des journalistes et des blogueurs.

Tout d'abord parce qu'il avalise la mise en place d'un filtrage du Net, au nom de la lutte contre la pédopornographie, mais sans contrôle judiciaire, sur simple notification d'une autorité administrative. Or le filtrage est loin d'être la solution miracle pour faire de la lutte nécessaire contre la pédopornographie une réussite. Les internautes qui souhaitent continuer à échanger des contenus pédopornographiques continueront à le faire, en contournant la censure, en sécurisant leurs échanges, les rendant moins traçables. Le filtrage provoquera du surblocage et risquerait de rendre inaccessible l'accès à des sites traitant par exemple de la protection de l'enfance ou d'une association de défense des mineurs victimes de sévices sexuels. Les coûts financiers et techniques seraient élevés.

Le filtrage est par essence inefficace et coûteux. D'autres pays l'ont compris. L'Allemagne a, par exemple, finalement renoncé à un projet similaire, après que seuls une centaine de sites ont été reconnus comme véritablement pédopornographiques sur les 8 000 que comprenait la liste noire établie par l'autorité administrative. Au contraire, le retrait du contenu à la source par les hébergeurs nous apparaît comme une solution beaucoup plus ciblée et adaptée. Une fois le "pas psychologique" franchi, nous craignons que le filtrage ne se banalise, ne soit étendu à d'autres sujets comme la contrefaçon, la diffamation, l'offense au chef de l'Etat, etc.

En ces temps de tensions autour du secret des sources (pour ne pas citer l'affaire Le Monde/Woerth-Bettencourt), la simple idée de cyberperquisitions et de logiciels espions, prévus par l'article 23, a de quoi faire frémir tout journaliste d'investigation. Contraires par essence au respect du secret des sources, de telles méthodes ne doivent pas être utilisées contre un journaliste. Les blogueurs y sont en revanche vulnérables.

Le projet de loi punit aussi le délit d'"usurpation d'identité" d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende. Cette disposition, extrêmement large, risque de sonner le glas de l'utilisation de pseudonymes, de la caricature ou de la satire de personnes connues.

La Loppsi 2 revient devant le Parlement en novembre prochain. Nous voudrions rappeler aux parlementaires que les démocraties ont le devoir de ne pas céder à la méfiance généralisée envers Internet, qui est aussi et avant tout un formidable outil de communications et d'échanges. À force de trop vouloir protéger, ne court-on pas le risque de tomber dans la censure ? Et de donner ainsi des arguments aux régimes qui tentent de contrôler le Net pour opprimer leurs sociétés civiles et empêcher la circulation de l'information ?

Lucie MORILLON

L'affaire Gongadze est officiellement close

L'affaire Gongadze est officiellement close. Dix ans après la découverte du corps décapité de ce journaliste ukrainien ardent défenseur de la liberté de la presse, le parquet général de l'Ukraine a officiellement désigné Iouri Kravtchenko, un ancien ministre de l'Intérieur, comme l'unique commanditaire de l'assassinat. Le meurtre proprement dit a été commis par Olexy Poukatch alors chef du service de renseignements du ministère de l'Intérieur. Ce dernier a avoué avoir étranglé le journaliste avec sa ceinture puis l'avoir décapité avec une hache. Il devrait être jugé à la fin de cette année. On peut s'étonner que Iouri Kravtchenko, qui s'est suicidé en 2005 dans des circonstances étranges, soit désigné comme l'unique instigateur du crime. La chaîne de responsabilités remontant jusqu'à Leonid Koutchma, alors chef de l'État, est ainsi coupée.

Si elles ont ainsi mis fin officiellement à une affaire qui ternissait l'image de l'Ukraine à l'étranger, les nouvelles autorités ukrainiennes doivent faire face à une nouvelle disparition de journaliste, celle de Vasyl Klymentyev, rédacteur en chef du journal d'investigation *Novyi Styl*, qui n'a plus donné signe de vie depuis le 11 août. Son portable a été retrouvé quelques jours plus tard dans un bateau à la dérive sur la réserve d'eau de Pechenizke, dans la région de Kharkiv. L'enquête pour "assassinat avec préméditation" a été confiée au ministère de l'Intérieur, ce qui n'offre guère de garantie. Le rôle de la police locale dans ce crime suscite bien des interrogations.

178 pays passés au crible du classement mondial 2010

Reporters sans frontières a annoncé, le 20 octobre, son classement mondial de la liberté de la presse en 2010. Cette publication est toujours très attendue et fait parfois l'objet de vives réactions de la part de certains pays qui s'estiment mal notés. Le classement constitue aujourd'hui une référence. Il est pris en compte par les grandes organisations internationales dans leurs critères d'évaluation. Une mauvaise place, un recul important, sont de sûrs révélateurs d'une démocratie défailante et ne peuvent qu'inciter des institutions comme la Banque mondiale ou le FMI à mesurer leur aide à des pays qui foulent aux pieds les libertés d'information et d'expression.

Les chercheurs du secrétariat international ont réussi cette année à évaluer la situation dans 178 pays sur 192 membres des Nations Unies, trois de plus qu'en 2009. La performance globale mérite d'être saluée. Années après années, de très petits pays qui échappaient jusque-là au contrôle sont étudiés eux aussi à la loupe. C'est le cas des trois nouveaux venus qui sont Tonga, Samoa et les neuf entités regroupées dans l'Organisation des États des Caraïbes de l'Est (OECS).

De façon générale, le nouveau classement n'apporte pas de grandes surprises. Les pays vertueux le restent et les mouvements positifs ou négatifs dans cette catégorie sont de faible ampleur. Quant aux pays les plus répressifs, les moins fréquentables, ils ne manifestent aucune volonté de s'amender. On retrouve ainsi en queue de classement et dans le même ordre, avec les mêmes notes épouvantables, les cinq cancrs qui ont nom Birmanie, Iran, Turkménistan, Corée du Nord et, en dernière place, l'Erythrée. De la même façon, les mêmes États ou presque occupent la tête du classement. Finlande, Islande, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse se partagent ainsi la première place. En ce qui les concerne, R.A.S. Leur note est de 0 quand celle de l'Erythrée est de 105. C'est dire l'écart. C'est tout juste si l'on ose signaler le recul du Danemark qui perd dix places et se classe onzième avec une note de 2,5. Rien d'infamant, on le voit. Juste quelques petites anicroches, surtout dues à un mauvais climat régnant dans le pays en raison d'une islamophobie galopante.

D'inquiétantes régressions

Quelques notables et inquiétantes régressions méritent cependant d'être signalées. Elles n'épargnent pas l'Europe. La Grèce passe ainsi de la 35e à la 70e place, une chute vertigineuse de 35 places due à la multiplication de faits graves : assassinat, le 10 juillet, de Socrates Guiliolas, directeur de la radio Thema 98.9, menaces, agressions et procès contre des journalistes, attentats contre des médias et même convocation de l'ambassadeur d'Allemagne pour se plaindre du traitement de la crise grecque par les médias d'outre-Rhin. Les Balkans, dans l'ensemble, se portent mal : le Monténégro recule de 27 places, la Serbie de 23 et la Bosnie-Herzégovine de 7. La Croatie tire son épingle du jeu. Elle fait un bond de 16 places qui ne l'emmène cependant qu'au 78e rang. En Europe de l'Est, l'Ukraine suscite les plus fortes inquiétudes avec un recul de 42 places. La Pologne, en revanche, progresse de cinq places, ce qui la met en 32e position, devant l'Espagne, la France et l'Italie.

La situation des pays arabes reste déplorable ainsi que celle des pays du Maghreb. Le Koweït reste en tête, mais enregistre un recul de 25 places, ce qui le met en 87e position à égalité avec les Emirats arabes unis. La Tunisie de M. Ben Ali (164e) ferme le ban.

Une évolution positive sur le continent africain

Il n'y a guère de motifs de satisfaction en Asie où le fait le plus marquant à signaler est la progression de 27 places de la Corée du Sud, ce qui met ce pays au 42e rang. En Amérique latine, les fortes remontées du Guatemala (77e), du Salvador (51e), et, à un moindre degré du Brésil (58e), s'accompagnent des reculs importants enregistrés par le Pérou et la Colombie, celle-ci tombant au 145e rang.

Heureusement, l'Afrique incite un peu à l'optimisme. Un grand nombre de pays de ce continent gagnent des places, parfois de façon très significative, comme la Tanzanie qui se classe 41e (+21), le Tchad (+21), la Guinée-Bissau (+25), l'Angola (+15). Le Mali passe de la 30e place à la 26e où il rejoint le Ghana. La Namibie, en tête des pays africains au 21e rang, précède ces deux derniers de cinq places. Ces pays démontrent que l'on peut être pauvre et vertueux ! Le Nigéria hélas, l'État le plus peuplé d'Afrique, végète encore en 145e position. — **D.J.**



Socrates Guiliolas
abattu à Athènes

Socrates Guiliolas/DR

■ **MISSION** - Lucie Morillon, responsable du bureau Internet de RSF, s'est rendue à la mi-octobre en Turquie pour y rencontrer des blogeurs iraniens en exil.

■ **RAVISSEURS CONDAMNÉS** - Deux des ravis-seurs des journalistes français Christian Chesnot et Georges Malbrunot, otages en Irak pendant plusieurs mois en 2004, ont été condamnés le 22 septembre à la détention à perpétuité par un tribunal de Bagdad. Membres de l'Armée islamique, ils étaient également poursuivis pour leur participation à l'attentat contre le quartier général des Nations Unies et l'assassinat d'un conseiller du ministre des Finances.

■ **VIET-NAM** - Les autorités ont annoncé, au cours d'une conférence de presse le 29 septembre 2010, que le blogeur franco-vietnamien Pham Minh Hoang, arrêté le 13 août dernier, était officiellement inculpé pour "avoir mené des activités en vue de renverser le gouvernement" et appartenir au parti d'opposition Viet Tan, qualifié par les autorités d'"organisation terroriste". Selon son épouse, Le Thi Kieu Oanh, le blogeur a été arrêté uniquement pour son opposition aux projets d'exploitation de mines de bauxite par une entreprise chinoise dans la région des Hauts-Plateaux du centre du pays. C'est là un sujet interdit au Viêt-Nam.

■ **CARTOONING FOR PEACE** - L'association, créée à l'initiative de Kofi Annan et de Plantu, vient de fêter son deuxième anniversaire. Elle lance une grande campagne afin de collecter des dons pour poursuivre et amplifier son action dans le monde entier. Elle se fixe pour objectif de promouvoir le dessin de presse comme mode privilégié de liberté d'expression, d'information, de pensée. Pour la découvrir et la soutenir, aller sur www.cartooningforpeace.org

■ **LA MAISON AZZARO S'ENGAGE AUX COTES DE REPORTERS SANS FRONTIERES** - En reversant les bénéfices des ventes de la collection capsule "Azzaro pour Reporters sans frontières" à l'association, la maison AZZARO contribue à la lutte pour la liberté de la presse. Composée d'un t-shirt, d'une montre, d'une ceinture-sangle, d'un foulard et d'un parfum Chrome, la collection, en édition limitée, a été spécialement illustrée par l'artiste Blind Salida. En vente du 1er au 31 décembre 2010 à la boutique éphémère AZZARO, 65 rue du faubourg saint honoré 75008 Paris, sur la e-boutique www.azzaro-couture.com et sur www.rsf.org

Le courrier

de Reporters sans frontières

Publication trimestrielle

Prix 1,5 € - Abonnement un an : 5 €

N° ISSN 1814-8190

Directeur de la publication : Jean-François Julliard

Rédacteur en chef : Daniel Junqua assisté de Delphine de Peretti

Réalisation et impression : Editions Mimosa

262, avenue Maurice Planès - 34077 Montpellier

Edité par Reporters sans frontières

Association loi de 1901 reconnue d'utilité publique

47, rue Vivienne - 75002 Paris

Tél : 01 44 83 84 84 - Mail : rsf@rsf.org - Site : www.rsf.org

Un album et une exposition



100 PHOTOS de Pierre & Alexandra Boulat

Petit Palais
Musée des Beaux-Arts de la Ville de Paris
du mardi au dimanche, de 10h à 18h
www.petitpalais.fr

MAIRIE DE PARIS • 100 PHOTOS • 100 PHOTOS • 100 PHOTOS • 100 PHOTOS

© Alexandra Boulat / Association Pierre et Alexandra Boulat.
Conception graphique : Anne Carter

A l'occasion de ses 25 ans, Reporters sans frontières rend hommage à deux grands noms du photojournalisme et édite l'album "100 photos de Pierre & Alexandra Boulat", père et fille. Grâce au soutien d'Annie Boulat, responsable de l'agence Cosmos, cet album a pour ambition de réunir et de mettre en regard leurs travaux, différents par leurs sujets, mais si semblables par leur approche humaniste. Cet ouvrage est accompagné d'une exposition Reporters sans frontières, 100 photos de Pierre & Alexandra Boulat, présentée au Petit Palais à Paris, jusqu'au 27 février 2011

■ **DES CLICHÉS INOUBLIABLES** - Pierre et Alexandra Boulat, père et fille, ont réalisé, au cours de leur carrière, des clichés inoubliables, notamment pour le magazine Paris Match. Pierre Boulat [1924-1998] a longtemps collaboré au mythique magazine américain Life. Il a photographié les plus grandes stars, les personnalités du monde politique et de la mode et tout particulièrement Yves Saint Laurent. Alexandra Boulat [1962-2007] a choisi, elle, la guerre et les terrains dangereux, au Kosovo, en Bosnie, en Irak ou en Palestine.

Deux parcours donc, mais une inspiration commune, une volonté d'être en prise directe avec les sujets photographiés. Les reportages de Pierre sur les bidonvilles de Nanterre dans les années 50 dégagent la même intensité que ceux de sa fille, réalisés à Gaza, quatre décennies plus tard. Les femmes américaines, chères à Pierre, interpellent autant que les mères afghanes dont Alexandra rapportait les souffrances.

Album disponible sur www.rsf.org
Exposition au Petit Palais jusqu'au
27 février 2011

■ **MAI 2011** - Le premier album Reporters sans frontières de l'année 2011 sera consacré à René Burri. Né en 1933 à Zurich, ce célèbre photographe suisse résidant à Paris est membre de l'agence Magnum depuis 1959.

La stèle 2009 inaugurée à Bayeux

Patrick Gomont, maire de Bayeux et Jean-François Julliard, secrétaire général de Reporters sans frontières, ont dévoilé le 7 octobre à Bayeux la stèle 2009 du Mémorial des reporters portant les noms des 76 journalistes tués durant cette année. Patricia Campos, la compagne de Christian Poveda, le journaliste, réalisateur franco-espagnol assassiné en septembre 2009 au Salvador, et plusieurs de ses proches, ont assisté à la cérémonie. Le mémorial rend hommage aux reporters tombés dans l'exercice de leur profession depuis 1944. Plus de 2000 noms sont ainsi gravés sur les 23 stèles qui jalonnent une promenade paysagère conçue par l'architecte et paysagiste Samuel Craquelin et ouverte en totalité au public depuis mai 2007.



Patrick Gomont dévoile la stèle en présence de la compagne de Christian Poveda, Patricia Campos

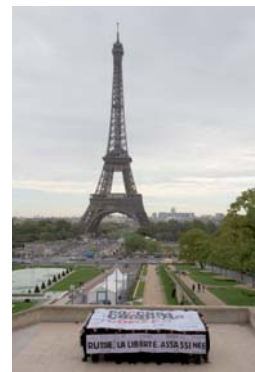
Le même jour dans la soirée, Jean-François Julliard a participé à une soirée organisée dans le cadre de la dix-septième édition du Prix Bayeux-Calvados des correspondants de guerre sur le thème "Reporters, des témoins en péril". Le débat, animé par Grégoire Deniau avec également Philippe Massonnet, directeur de l'information de l'AFP, Adrien Jaulmes (*Le Figaro*) et Thierry Thuillier, directeur de l'information de France Télévision, s'est déroulé devant quelque six cents personnes. Pas de divergences sur le constat : le métier est de plus en plus difficile, le journaliste étant devenu, selon l'expression de Patrick Chauvel, un "billet de banque sur pattes". Alors, faut-il y aller ? "L'important", a souligné Thierry Thuillier, lui-même ancien reporter, est de mesurer le risque par rapport à l'enjeu sans oublier qu'un bon reporter doit aussi être "un peu fou".

Une tortue en souvenir d'Anna

A l'occasion du quatrième anniversaire de la mort d'Anna Politkovskaïa et dans le cadre du "off" de l'année France-Russie, Amnesty International France (AIF) et Reporters sans frontières (RSF) se sont mobilisés le mercredi 6 octobre pour protester contre "la liberté assassinée" en Russie.

Sur le Parvis des droits de l'homme au Trocadéro, quatre-vingts militants se sont regroupés en formation de "tortue romaine", derrière des boucliers illustrés par des lettrages géants "Russie : liberté assassinée". Autour d'eux, une vingtaine de militants brandissaient les portraits emblématiques de militants, avocats et journalistes assassinés.

Au-delà de l'hommage rendu à Anna Politkovskaïa et à tous les défenseurs des droits humains assassinés, ce dispositif symbolisait la solidarité, le combat et la protection, rendant également hommage au travail mené par ceux qui continuent de défendre une Russie plus juste malgré les entraves persistantes aux libertés d'information et d'expression.



L'hécatombe de journalistes en Irak : un rapport et un bilan

Deux semaines après le retrait de la dernière brigade de combat de l'armée américaine d'Irak, Reporters sans frontières a publié le 7 septembre, un rapport intitulé "Guerre en Irak, une hécatombe pour la presse. 2003-2010", qui établit le bilan des sept années d'occupation du pays par les forces de la coalition et leurs conséquences sur la liberté de la presse. Il en ressort que la seconde guerre en Irak est le conflit le plus meurtrier pour les journalistes depuis la Seconde Guerre mondiale. 230 journalistes et collaborateurs des médias ont été tués dans le pays depuis le début du conflit, le 20 mars 2003. Plus qu'en vingt ans de guerre au Viêt-Nam ou pendant la guerre civile en Algérie.

L'organisation revient également sur le phénomène des enlèvements de journalistes au cours de ce conflit. Avec plus de 93 professionnels des médias enlevés, l'Irak a été pendant plusieurs années le plus grand marché aux otages du monde.

Émotion, souvenirs, amitié et... musique.

Un quart de siècle ! Vingt-cinq ans d'un travail patient, obstiné, pour donner à Reporters sans frontières l'efficacité et la forte reconnaissance mondiale qui la caractérisent aujourd'hui. L'anniversaire méritait d'être fêté. Il l'a été le 23 septembre dans l'un des salons de l'Hôtel de Ville de Paris où les quelques neuf cents invités présents ont été reçus par Bertrand Delanoë, le maire de la capitale, par Dominique Gerbaud, président de l'association française, par Gérard Sapey, président de RSF International et par le secrétaire international, Jean-François Julliard. Françoise Joly et Guilaine Chenu, les présentatrices de l'émission de télévision *Envoyé spécial* sur France 2 ont animé la soirée avec maestria pour évoquer les grandes heures de l'organisation et son combat. Avec des témoins comme Robert Ménard, l'un des fondateurs, qui lui a consacré 23 ans de sa vie et lui a imprimé sa marque, comme aussi la journaliste Florence Aubenas qui n'a pas oublié la lutte menée par RSF pour obtenir sa libération lorsqu'elle était otage en Irak. De nombreux amis étaient venus partager ce moment de fête et d'émotion, parmi lesquels Guy Bedos, Edwy Plenel ou Yann-Arthus Bertrand.



Bertrand Delanoë, Dominique Gerbaud et Jean-François Julliard



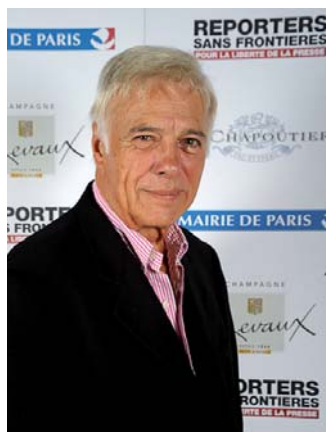
Emmanuelle et Robert Ménard avec Dominique Gerbaud



Le témoignage d'amitié de Florence Aubenas



Les panneaux rappelant les campagnes de l'organisation ont eu du succès



Parmi les nombreux amis, Guy Bedos...



Ils ont animé la soirée

Pas de fête sans musique. Thomas Dutronc et Sanseverino se sont engagés aux côtés de l'association en donnant deux mini concerts.

et Edwy Plenel



Reportage photo de Pierre PAYAN

De la petite association montpelliéraine à l' incontournable organisation internationale sollicitée sur tous les fronts, Reporters sans frontières n'a cessé en 25 ans de grandir et de se renforcer. Après l'installation du siège à Paris, l'organisation se dote peu à peu d'un réseau mondial de correspondants. Début 1990, les sections étrangères commencent à voir le jour, d'abord en Belgique et en Suisse. L'association est reconnue d'utilité publique en 1995 et la presse française fait de plus en plus écho à ses campagnes de mobilisation pour les journalistes victimes de violences et de la censure. Mise en place du classement annuel, établissement de la liste des prédateurs de la liberté de la presse, constitution d'un bureau dédié au Net : les activités se multiplient, l'analyse s'affine. Le rapt en 2004 de Christian Chesnot et Georges Malbrunot en Irak, celui de Florence Aubenas un an plus tard, et l'engagement de Reporters sans frontières pour leur libération renforceront la visibilité de l'organisation. La campagne menée à l'occasion des J.O. de Pékin, mettra en pleine lumière sa réactivité et sa capacité de mobilisation.

Une décennie aux droits de l'homme : bilan et regard vers l'avenir

Peut-on sérieusement militer pour la liberté de la presse au sein d'un cénacle dont plus de la moitié des pays membres bafouent régulièrement les droits ? C'est le cas du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, dont seuls 24 des 47 pays membres figurent avant la 100e place dans le classement mondial 2010 de Reporters sans frontières. Ma réponse est oui, car le Conseil est le seul organe inter-gouvernemental où nous pouvons, comme des centaines d'autres ONGs représentant la société civile, dénoncer, directement en face et devant leurs pairs, des gouvernements qui commettent les pires violations des droits fondamentaux.

Ce que j'accuse, nous le disons haut et fort, aussi bien à l'intérieur qu'en dehors du Palais des Nations à Genève, où se réunit le Conseil et avant lui, jusqu'en 2006, la Commission qui a rédigé la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Depuis plus de dix ans nous avons participé activement à ces travaux, faisant de nombreuses déclarations, orales et écrites. Nous avons également participé, et parfois coorganisé, des dizaines de réunions parallèles où ONGs, dissidents et défenseurs des droits de l'homme ont pu s'exprimer librement grâce à une ouverture qui est tout à l'honneur des Nations Unies, malgré les protestations de certains pays membres.

Des eaux de plus en plus troubles

A chaque session défilent les rapporteurs indépendants qui détaillent et stigmatisent des pratiques telles que la torture, les détentions arbitraires, les disparitions forcées, la censure, les arrestations et assassinats de journalistes, pour n'en nommer que quelques-unes. Nous sommes intervenus chaque année lors de la présentation du rapport du rapporteur spécial sur la liberté d'opinion et d'expression et nous continuons à le faire. A la Commission, les pays où les violations étaient les plus flagrantes avaient aussi leurs rapporteurs mais ceux-ci y étaient souvent interdits d'accès. C'était le cas pour Cuba : RSF a pris plusieurs fois la parole pour soutenir la rapporteuse spéciale, la juge française Christine Chanet, qui a publié comme document officiel des Nations Unies la longue liste des prisonniers politiques, dont de nombreux journalistes, arrêtés lors du "printemps noir" en mars 2003. La raffe avait coïncidé avec l'ouverture de la session de la Commission !

Avec ce type de refus par les gouvernements d'accepter la moindre critique, la Commission entraine dans une série noire qui a finalement signé sa perte. Ses tentatives d'enquêter dans certaines situations comme celle de la Tchétchénie ou du Tibet étaient bloquées par des grandes puissances. Après l'attentat du 11 septembre 2001 et dans le contexte de la montée des

tensions entre Orient et Occident, la Commission nageait dans des eaux de plus en plus troubles, y compris en ce qui concerne la liberté d'expression. En 2002 la notion de "diffamation des religions" est apparue pour la première fois dans les débats. Ce thème est devenu de brûlante actualité au Conseil depuis la publication, il y a cinq ans, des fameuses "caricatures danoises".

2003 : La Libye préside RSF est suspendue

En 2003 l'ambassadrice de Libye auprès des Nations Unies à Genève, Najat Al-Hajjaji, une diplomate chevronnée, a été élue présidente de la Commission. Les organisations de défense des droits de l'homme, dont RSF, se sont insurgées. Nous avons manifesté notre colère en lançant des tracts depuis la galerie des ONGs lors de son discours d'ouverture de la session du printemps. Pour punition, nous avons écopé d'une année de suspension de notre statut consultatif auprès des Nations Unies. Cette suspension, qui s'étendait à toutes les réunions organisées dans le cadre des Nations Unies, nous a empêchés de participer en décembre 2003 au Sommet mondial de la société de l'information à Genève. La voix de RSF a néanmoins été entendue par le biais d'une radio pirate éphémère installée sur la montagne du Jura avec vue imprenable sur la "capitale des droits humains" !

2006 : Réforme et... sélectivité !

Notre purgatoire a certainement contribué à discréditer une Commission déjà en proie à des blocages de toutes sortes et incapable de réagir dans les situations les plus dramatiques. La Commission était accusée, d'une part, de biais pro-occidental, de "politisation", de "sélectivité", de "manque d'impartialité" et, d'autre part, de mollesse et d'incapacité d'intervenir contre les pires violations des droits de l'homme. Le mot "réforme" était sur toutes les lèvres, y compris celles du secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan. Finalement, l'Assemblée générale de l'ONU a élaboré cette réforme qui a donné naissance à l'actuel Conseil des droits de l'homme en juin 2006.

Le Conseil se distingue de la Commission de plusieurs manières, que nous verrons. Mais il continue à être "politisé". Peut-il en être

autrement dans un organe dont les 47 pays membres divisés en groupes régionaux représentent toutes les tendances politiques, religieuses, culturelles et ethniques du monde ? En tout cas l'une de ses premières actions a été d'éliminer une bonne partie des rapporteurs spéciaux par pays. A la place, tous les pays membres de l'ONU doivent passer, une fois tous les quatre ans, l'examen périodique universel par leurs pairs sur la situation de respect des droits de l'homme chez eux.

Plutôt que de passer par le filtre du Conseil économique et social à New York, le Conseil de Genève fait son rapport directement à l'Assemblée générale de l'ONU. Cette élévation de statut est non sans importance. À la différence de la Commission, le Conseil se réunit tout au long de l'année (plus de 25 semaines avec les sessions formelles et les divers groupes de travail). En plus il peut organiser, à la demande de la majorité des membres, des sessions d'urgence sur des situations de violations graves des droits de l'homme. Il est néanmoins lamentable de constater que, depuis quatre ans, la vaste majorité de ces sessions d'urgence a été consacrée à la situation au Moyen-Orient. La "sélectivité" est toujours de mise dans un Conseil dominé par les pays de la Conférence islamique et leurs amis en Afrique et en Asie (sans oublier Cuba !)...

Combattre la notion de "diffamation des religions"

Ces mêmes pays ramènent inlassablement la notion de diffamation des religions pour tenter de limiter dans le droit international le droit à la liberté d'expression. C'est l'un des domaines où Reporters sans frontières doit rester particulièrement vigilante et continuer à dénoncer les dérives du Conseil, aussi bien à l'intérieur que sur la place publique. Nos contributions écrites à l'examen périodique universel des pays qui sont les pires violateurs de la liberté de presse sont également indispensables. Nous devons continuer à soutenir le travail de Frank La Rue Lewy, rapporteur spécial sur la liberté d'opinion et d'expression, et à dénoncer en séance les plus flagrantes atteintes à cette liberté, y compris sur Internet. Nous devrions également entretenir et développer nos relations avec la haute-commissaire aux droits de l'homme, Mme Navi Pillay, qui a récemment assuré de son soutien une délégation de RSF International.

par Georges GORDON-LENNOX*

* Georges Gordon-Lennox a assuré durant ces dix dernières années la représentation de RSF à Genève. Il a annoncé au dernier Conseil international son souhait d'être remplacé dans cette fonction.



RSF manifeste à Genève

RSF/DP

Journalistes et blogueurs main dans la main en Chine

Le Comité norvégien ne s'y est pas trompé en accordant le prix Nobel de la paix 2010 à l'intellectuel Liu Xiaobo. La Chine est à un moment crucial de son histoire en ce qui concerne la liberté d'expression. Les médias et Internet ont connu un développement exceptionnel, mais le gouvernement, ou plus particulièrement le Parti communiste chinois, refuse aux journalistes et aux internautes la liberté d'enquêter et de s'exprimer sans contrainte.

“J’ai publié la vérité”, a affirmé Qiu Ziming, reporter au *The Economic Observer*, après l’abandon, fin juillet, des poursuites lancées contre lui par les autorités du Zhejiang. Il avait été inculpé de diffamation pour avoir dénoncé les mauvaises pratiques d’un important producteur de batteries électriques. Le journaliste avait été contraint de se cacher, tout en clamant son innocence sur son blog et en exigeant des excuses de la police locale. Il a été soutenu par un grand nombre d’internautes, devenant un véritable héros du Net chinois.

Quelques semaines plus tard, le journaliste Xie Chaoping est libéré sous caution après avoir été arrêté par la police du Shaanxi qui lui reprochait ses enquêtes et la publication d’un ouvrage sur le barrage de Sanmenxia. “Je ne regretterai jamais l’écriture de ce livre”, revendique le journaliste dont la détention avait provoqué une campagne de mobilisation d’écrivains, caricaturistes et blogueurs. Au même moment Luo Changping, rédacteur en chef adjoint du magazine *Caijing*, a obtenu des excuses du chef de la police de Pékin. Il avait été arrêté pour son enquête “Les compagnies de sécurité se voient confier la tâche spéciale d’intercepter les pétitionnaires”. Journalistes et blogueurs, là aussi, avaient pétitionné ensemble en faveur de sa libération.

Opérations “coups de poing”

Plus encore ! Certains journalistes chinois tentent maintenant des opérations “coups de poing” dignes de celles de Reporters sans frontières. En août dernier, une dizaine de confrères de Yichun, au nord-est du pays, ont déployé la banderole “La police n’a pas le droit d’arrêter sans raison les journalistes” devant le bureau local du Département de la propagande. Quatre de leurs collègues étaient alors détenus par les autorités pour avoir couvert le crash d’un avion. La photo de cette manifestation a fait le tour du Net, et les autorités ont libéré les journalistes.

Les internautes multiplient les critiques ouvertes à destination des plus hautes autorités. Ainsi, lorsque le gouvernement a lancé un site Internet leur permettant de s’adresser directement au chef de l’Etat, des commentaires sont apparus : “Quand les prix vont-ils baisser ? La seule chose qui ne monte pas, ce sont les salaires !” ou “Camarade Hu, n’est-il pas intéressant de constater que j’ai laissé tant de

messages et que tous ont été harmonisés ? Ne pouvez-vous donc pas nous laisser dire la vérité ?”

Des risques bien réels

Les risques pourtant sont bien réels. Le témoignage de la jeune blogueuse pékinoise Liu Shasha, recueilli par le quotidien *Libération* (1), est effrayant. “Tu seras punie par où tu as péché”, a affirmé un policier de la brigade de protection de la sécurité intérieure, la “Guobao”, à la jeune femme, détenue



en juillet dernier à Pékin. “Ils m’ont mise sur le dos et ont commencé à verser de l’eau sur les sacs (placés sur ma tête). Je ne pouvais plus respirer, c’était affreux. Ils les ont ensuite soulevés et ont placé sous mon nez un tissu imbibé d’huile pimentée, puis ils ont recommencé à verser de l’eau pour m’asphyxier. Je n’en pouvais plus, alors j’ai dit ‘au rapport’. Ils m’ont assise sur une chaise, mains et pieds liés et demandé : “Qui as-tu contacté aujourd’hui ?” J’ai répondu que j’allais porter plainte contre eux, alors ils m’ont jetée à terre, cette fois-ci sur des bâtons pour rendre le traitement plus douloureux, et ils ont repris le supplice de l’eau”, raconte Liu Shasha.

Le tort de la jeune femme ? Avoir appelé sur le réseau Twitter, pourtant inaccessible en Chine, à déposer des couronnes mortuaires devant l’immeuble du moteur de recherche chinois Sohu, accusé d’avoir supprimé des centaines de blogs de militants de la liberté d’expression.

“Celui qui n’a pas gravi la Grande muraille n’est pas un brave”
Proverbe chinois

La Grande muraille électronique se dresse tout autour de la Chine, toujours plus haute, toujours plus efficace. Le gouvernement maintient le contrôle sur la presse écrite. Les gouverneurs ou les dirigeants du parti unique continuent à ordonner l’arrestation de journalistes, de blogueurs et d’intellectuels. La liberté de la presse est piétinée par les directives du Département central de la

Cette politique se heurte cependant à une résistance de plus en plus forte. Sur le terrain, Reporters sans frontières recense de plus en plus souvent des cas de dénouements heureux dans des affaires de journalistes arrêtés. Une solidarité vertueuse s’est installée entre journalistes, avocats et blogueurs. Leurs efforts conjugués contraignent régulièrement les autorités locales ou nationales à plier sous le poids de la mobilisation.

propagande et par des responsables locaux.

Mais, chaque jour, la persévérance et le courage de journalistes, internautes, blogueurs, artistes, avocats et intellectuels permettent d’ouvrir des brèches dans la censure chinoise. Cette lutte est certes une bataille menée par les Chinois, mais elle requiert le soutien nécessaire de la blogosphère mondiale et des entreprises des secteurs de l’information. Ce combat pour la liberté d’expression dans la Chine d’aujourd’hui, nouvelle grande puissance internationale, doit pouvoir compter sur des gestes forts de solidarité. Le prix Nobel de la paix attribué à Liu Xiaobo va être un formidable accélérateur de cette longue marche.

Vincent BROSEL

(1) www.ecrans.fr/Chine-blogs-et-chatiments,10872.html

L’arme de l’humour

Depuis plusieurs années, les internautes chinois se sont attaqués avec humour et créativité aux censeurs du Net. La résistance contre la censure est représentée par une créature mythique appelée le Caonima (cheval fait d’herbe et de boue), un homonyme pour “Nique ta mère”. Les internautes ridiculisent la censure du Parti en créant de faux reportages animaliers et des chansons sur le Caonima (www.youtube.com/watch?v=wKx1aenJKO8&feature=player_embedded)

En tout, les blogueurs et les internautes chinois ont créé une dizaine de créatures représentant les censeurs du Net. Le dernier en date, le lézard Yake est connu pour avoir eu un passé glorieux en Union soviétique, où l’espèce serait en train de s’éteindre, et il se développerait

dans des pays tels que Cuba, la Corée du Nord ou la Chine. Le lézard Yakexi, à



la langue fourchue, se nourrit de “crabes des rivières”, en chinois “hexie”, qui se prononce comme “harmoniser” (leitmotiv du président Hu Jintao), euphémisme utilisé par le gouvernement pour désigner la censure, et repris avec ironie par les internautes. V.B.

“Une sortie de prison ne signifie pas toujours une libération”

De juillet à octobre 2010, quatorze journalistes cubains dissidents détenus depuis le Printemps noir de mars 2003, sont sortis de prison, en contrepartie d'un exil forcé en Espagne. Gage d'ouverture du régime ou simple moyen de gagner à nouveau du temps ?

Le salon de l'hôtel La Princesa, au sud de Madrid, a des allures de vieux Havane depuis juillet dernier. On y parle un espagnol teinté de créolité, le proverbial cigare défie les consignes d'interdiction de fumer dans les lieux publics et quelques drapeaux de la mère patrie flottent sur des t-shirts usés. L'effigie de Fidel Castro n'y est pas et pour cause. Les Cubains de la Princesa (notre photo) s'inscrivent dans le sillage historique des balseros du port de Mariel, trente ans plus tôt. Ils étaient 100 000 en 1980, en partance vers la Floride en bateau. Cette fois, ils sont 52, évacués – ou promis à l'être – par avion vers l'Espagne sans avoir même eu le temps de revoir leur maison et leur quartier. Trente-six d'entre eux ont déjà effectué le voyage, avec la mention “sortie définitive” sur leur passeport.

“Ils ne sont pas Cubains...”

“Ils ne sont pas Cubains. Ils n'ont rien à faire parmi nous”, haranguait Fidel Castro du temps de Mariel. Absurde déni d'un régime qui ne tolère de citoyens que ses partisans. A Cuba, le temps s'arrête selon le bon vouloir de ses dictateurs. Et ce déni, répété trente ans après, se lit sur des visages fatigués, des mines tristes, des crises de panique quand retentit une sirène de pompier dans une rue de Madrid ou encore un accès de claustrophobie dans un ascenseur tamisé de la Princesa, aussi sombre que la cellule de prison dont on vient de sortir. *“Ce n'est pas la première fois que le régime castriste utilise l'exil forcé pour rehausser son image”,* nous rappelle Ricardo González Alfonso, condamné en 2003 à vingt ans de prison pour atteinte à la sûreté de l'État et débarqué à Madrid avec le premier contingent de dissidents libérés le 13 juillet. *“C'est pourquoi je récusé le terme de 'libération'. Je serai libre quand mon pays le sera.”* Plus optimiste que ses compatriotes, l'ancien directeur de la revue De Cuba et correspondant de Reporters sans frontières veut croire que c'est pour bientôt.

Printemps noir, automne morose

Ricardo González Alfonso est l'une des figures du groupe des 75, dont 27 journalistes ont été arrêtés lors du “Printemps noir” de mars 2003. Cette vague répressive coïncide avec le début de la guerre en Irak. L'attention de la communauté internationale alors mobilisée au Moyen-Orient, Fidel Castro en profite pour mettre fin à sa manière à la période spéciale inaugurée dans les années 90, et marquée

notamment par l'émergence de petites agences de presse indépendantes. Le régime vacille face à une société civile évoluant hors de son contrôle et s'empresse de verrouiller le pays. La succession dynastique, officieuse en juillet 2006, officielle en février 2008, entre les deux frères Castro nourrit quelques espoirs d'ouverture. Le nouveau gouvernement Obama allège encore l'embargo mais le soleil ne se lève toujours pas à l'ouest. Malgré les efforts diplomatiques de Madrid et le changement de tête consanguin à La Havane, les 52 restants des 75, dont 19 journalistes, doivent encore patienter à l'ombre.

Mort après 80 jours de grève de la faim

Condamné en 2003 à la plus lourde peine prononcée contre un professionnel des médias – 27 ans de prison –, le photographe Omar Rodríguez Saludes tente avec ses compagnons d'infortune d'expliquer les raisons de ce brusque revirement du régime, que personne n'attendait plus. “La mort en prison du dissident Orlando Zapata Tamayo, le 23 février 2010, après quatre-vingts jours de grève de la faim, a porté un coup très dur au régime castriste. Son image internationale a terriblement souffert de ce drame et la grève de la faim de notre collègue Guillermo Fariñas, pour exiger la libération des prisonniers politiques malades, a sans doute eu de l'écho, comme la mobilisation des Dames en Blanc, épouses, mères et sœurs de dissidents emprisonnés.”

Libéré en août, le journaliste Fabio Prieto Llorente abonde et ajoute : “Le modèle que voudrait incarner le régime cubain ne peut plus résister aux effets de la crise économique. La corruption, le dérèglement et l'économie parallèle sont devenus la réalité d'un pays dont les dirigeants se disent communistes.” Du communisme ? “Du nationalisme militaire et totalitaire qui opprime le peuple parce qu'il ne sait plus quoi faire d'autre pour exister”, résume José Luis González Tanquero, autre madrilène de fraîche date. Car au pays, la répression continue. Sous forme de brutalité quotidienne.

L'automne ne sourit pas aux victimes du Printemps noir, tant leur pèse l'incertitude sur le sort de l'île. L'automne serait-il celui du patriarche ? Souvent divisée, la dissidence cubaine s'accorde au moins sur un point. Le moindre gage donné par le régime



RSF/DR

castriste en matière de droits de l'homme marquerait sa fin. Et, en effet, comment se déjugerait-il, après avoir vécu pendant cinquante ans de son propre symbole ? Un symbole mort avec Orlando Zapata Tamayo.

Benoît HERVIEU

Cinq journalistes encore emprisonnés

Toujours mobilisée pour la libération des journalistes emprisonnés à Cuba, Reporters sans frontières en dénombre désormais cinq. Trois d'entre eux ont été arrêtés lors du Printemps noir. Ils se nomment Iván Hernández Carrillo, Héctor Maseda Gutiérrez et Pedro Argüelles Morán. RSF est spécialement inquiète pour ce dernier, très affecté par son séjour carcéral et rendu quasi aveugle.

Les trois hommes figurent sur la liste des “libérables” négociée entre Madrid et La Havane par l'intermédiaire du cardinal Jaime Ortega, archevêque de La Havane. Problème : au risque de compromettre leur chance de sortir rapidement, les trois hommes ne veulent à aucun prix quitter leur pays.

Les deux autres journalistes encore emprisonnés s'appellent Raimundo Perdígón Brito et Albert Santiago Du Bouchet. Le premier a été condamné en novembre 2006 à quatre ans de prison pour “dangerosité sociale prédictive”, une originalité du code pénal cubain autorisant le placement en détention d'un individu en raison du danger potentiel qu'il représenterait pour la société. Raimundo Perdígón Brito est censé quitter le pénitencier le 27 novembre 2010. Albert Santiago Du Bouchet a, quant à lui, écopé d'une peine de trois ans de prison pour “outrage” en mai 2009. Il avait déjà passé un an à l'ombre sans jugement quatre ans auparavant. – B. H.